

Analyse des filières agro-alimentaires : la filière céréale

Gilles Billen^{1*}, Josette Garnier¹, Alexandre Pomet¹

¹ Sorbonne-Université/ CNRS, UMR Metis

* gilles.billen@upmc.fr

Résumé

Les céréales sont les cultures dominantes dans le bassin de la Seine, et le bassin parisien constitue la principale zone céréalière en France. La configuration actuelle de la filière nationale des céréales résulte d'une histoire longue au cours de laquelle de grands acteurs agricoles du bassin parisien ont su imposer leurs objectifs et orienter la trajectoire du système agricole vers la spécialisation, l'oligopolisation et l'ouverture sur les marchés internationaux.

Points clefs

- ✓ *La production céréalière est aujourd'hui destinée pour plus de 50% à l'exportation.*
- ✓ *L'alimentation animale et la transformation industrielle (malterie, amidonnerie, dont les produits sont largement exportés) constituent les principaux débouchés, devant la meunerie.*
- ✓ *Un petit nombre d'entreprises coopératives ou de droit privé contrôlent la plus grande partie de la filière, de la fourniture d'intrants à la transformation industrielle.*

Abstract

Cereals are the dominant crops in the Seine basin, and the Paris basin constitutes the main cereal cropping area in France. The current configuration of the national cereals sector is the result of a long history during which major agricultural players in the Paris basin have been able to impose their objectives and orient the trajectory of the agricultural system towards specialization, oligopolization and openness to international markets.

Key points

- ✓ More than 50% of the French cereal production is exported today.
- ✓ Animal feed and industrial processing (malt, starch, the products of which are widely exported) are the main outlets, ahead of milling.
- ✓ A small number of cooperative or private-law enterprises control most of the sector, from the supply of inputs to industrial processing.

Introduction

La production céréalière représente de loin la plus grande part de la production agricole du bassin de la Seine. Il importe donc, pour bien appréhender le rôle de l'agriculture dans le métabolisme de ce bassin, de bien cerner la destination de cette production ainsi que les activités commerciales et industrielles qu'elle génère. Le bassin parisien représente aussi la région céréalière la plus productive en France (Figure 1), et le pilotage historique de la filière à l'échelle nationale a largement été conditionné par les intérêts des céréaliers du bassin parisien.

Conformément aux principes de la biogéochimie territoriale, une analyse des flux de matière actuels et de leur évolution historique permet d'éclairer ces questions de manière objective et quantitative. Toutefois, pour aller plus loin dans la compréhension du système socio-écologique qui sous-tend ces flux et leur trajectoire, il convient également d'identifier les principaux agents de ce système et leur logique de décision. La filière céréalière française est en effet étroitement imbriquée dans un marché mondial et son fonctionnement est loin d'être seulement dicté par la volonté de satisfaire au mieux la demande alimentaire locale ou nationale.

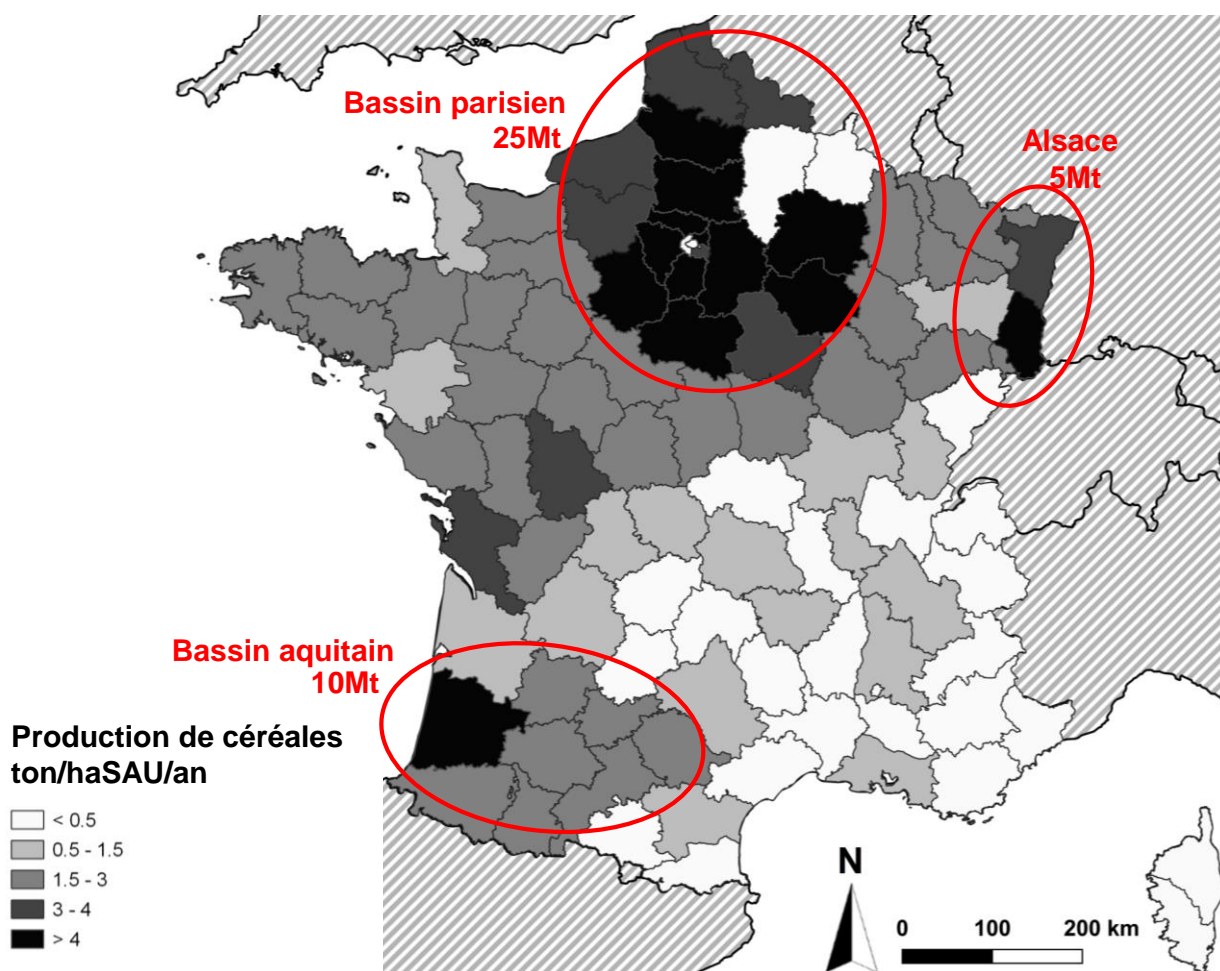


Figure 1. Production céréalière (blé, maïs, orge, avoine, triticale) des départements français, en tonnes/ha de SAU. La figure met en évidence les 3 plus grandes régions céréalières françaises : le bassin parisien, produisant de l'ordre de 25Mt/an essentiellement du blé tendre, le bassin aquitain et l'Alsace qui produisent respectivement environ 10 et 5 Mt/an, majoritairement du maïs grain (données Agreste, 2019).

1. Vue d'ensemble de la filière céréales en France et dans le bassin de la Seine

Le projet AF Filières de l'INRIA met en ligne (<https://www.flux-biomasse.fr/>) sous forme de diagramme de Sankey l'analyse extrêmement détaillée des flux de céréales en France en 2015, depuis leur récolte jusqu'à leur usage ou destination finale, établis selon la méthode de comptabilisation et de réconciliation des données mise au point par Courtonne et al. (2015). Un exemple des diagrammes fournis, celui de l'orge, est reproduit dans la figure 2.

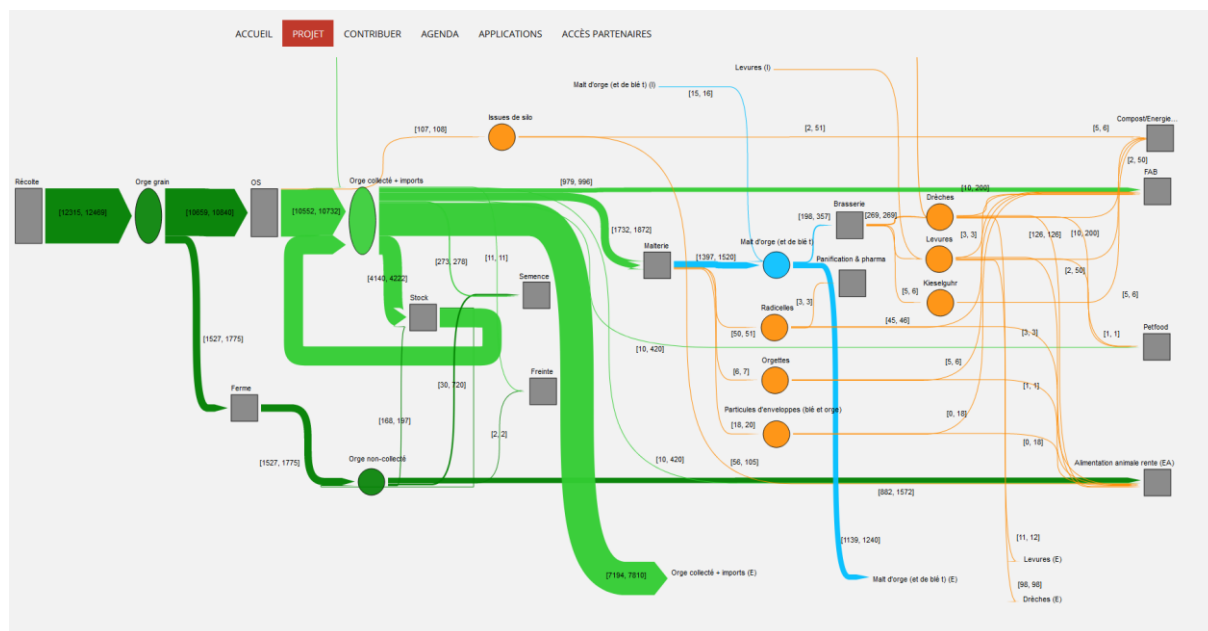


Figure 2. Capture d'écran du diagramme de Sankey de la filière Orge en France 2015 proposé par le projet AF Filière (https://www.flux-biomasse.fr/resultats/sankey_orge/France).

Le degré de précision des données de ces figures, établies de manière automatique, rend parfois difficile une appréhension d'ensemble de la structure du secteur. Nous avons donc synthétisé ces informations sous forme d'un diagramme simplifié des principales destinations des céréales en France (Figure 3).

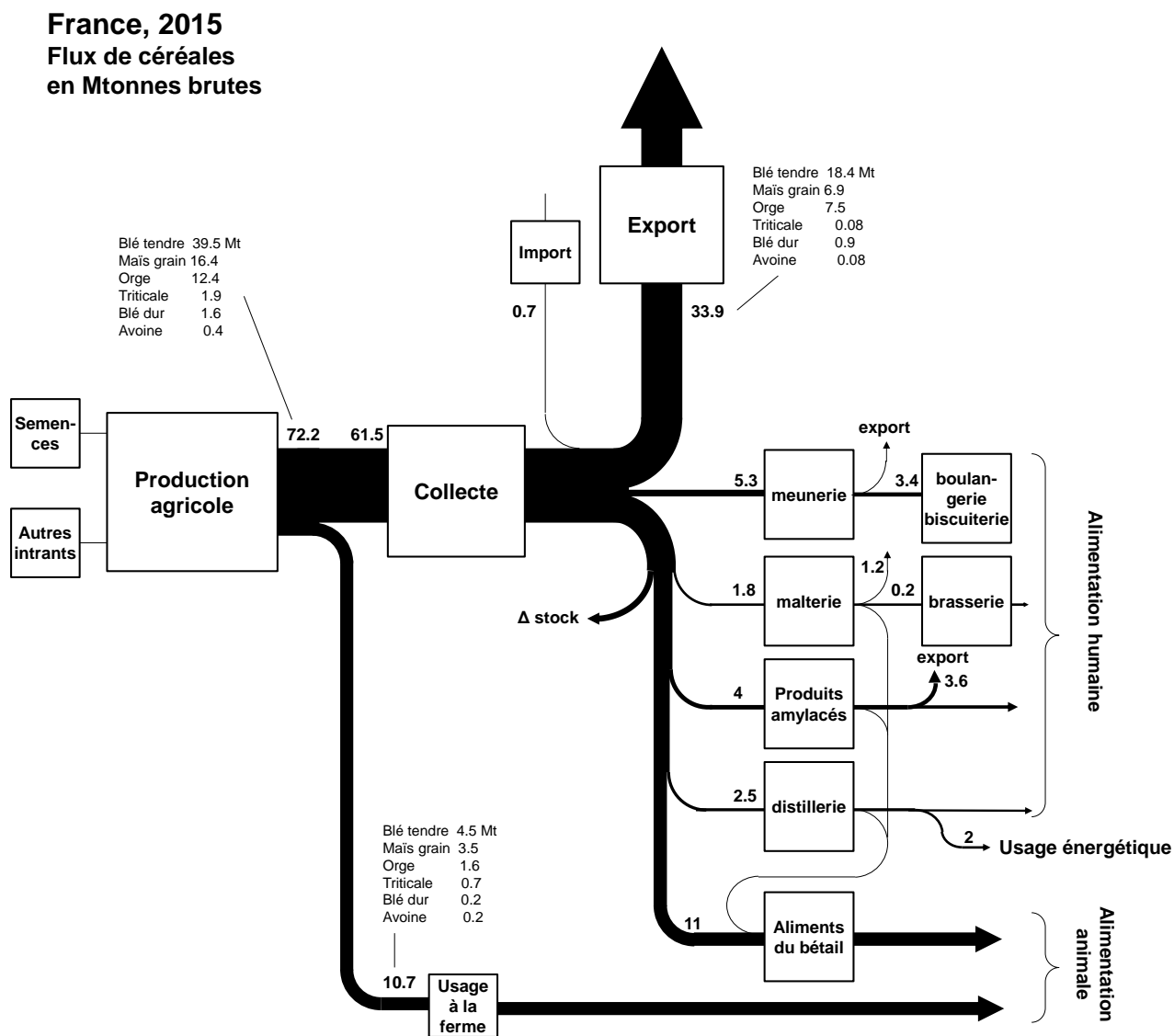


Figure 3. Représentation schématique de la filière céréales en France en 2015 (les données sont issues du projet AF Filière, https://www.flux-biomasse.fr/resultats/sankey_orge/France) complétées par quelques données du site professionnel Passion Céréales (2020).

Ce diagramme met tout d'abord en évidence le rôle prépondérant du blé tendre dans la production céréalière française, avec plus de 72% du total hors maïs grain.

La principale destination de la production céréalière est l'exportation, qui représente 47% de la production et 55% des volumes collectés. La destination de ces exportations est pour moitié vers les pays de l'UE (Benelux, Allemagne et Espagne principalement), pour un tiers vers les pays du Maghreb et le reste vers la Chine (Figure 4).

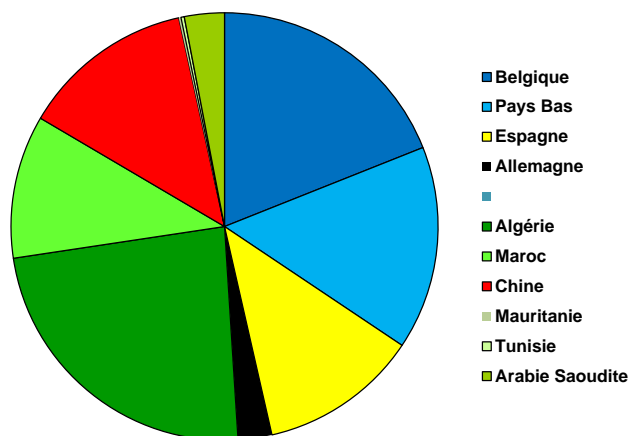
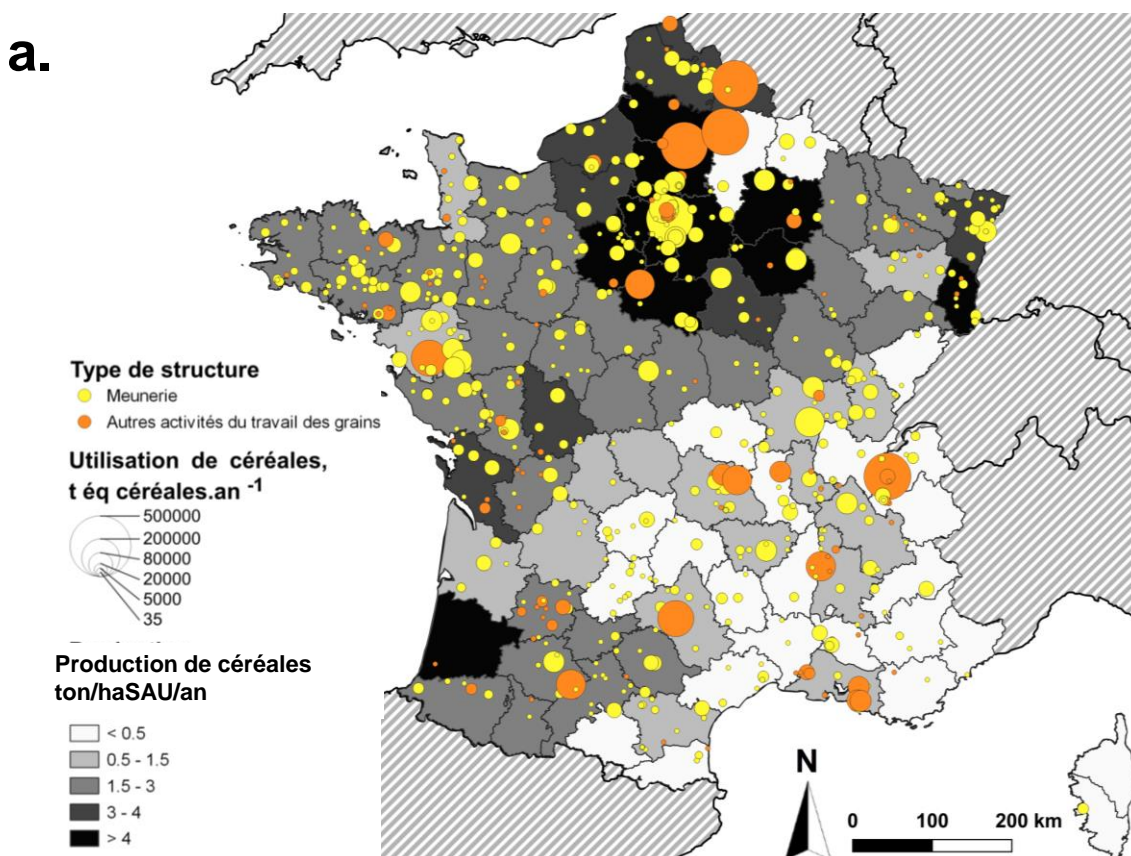


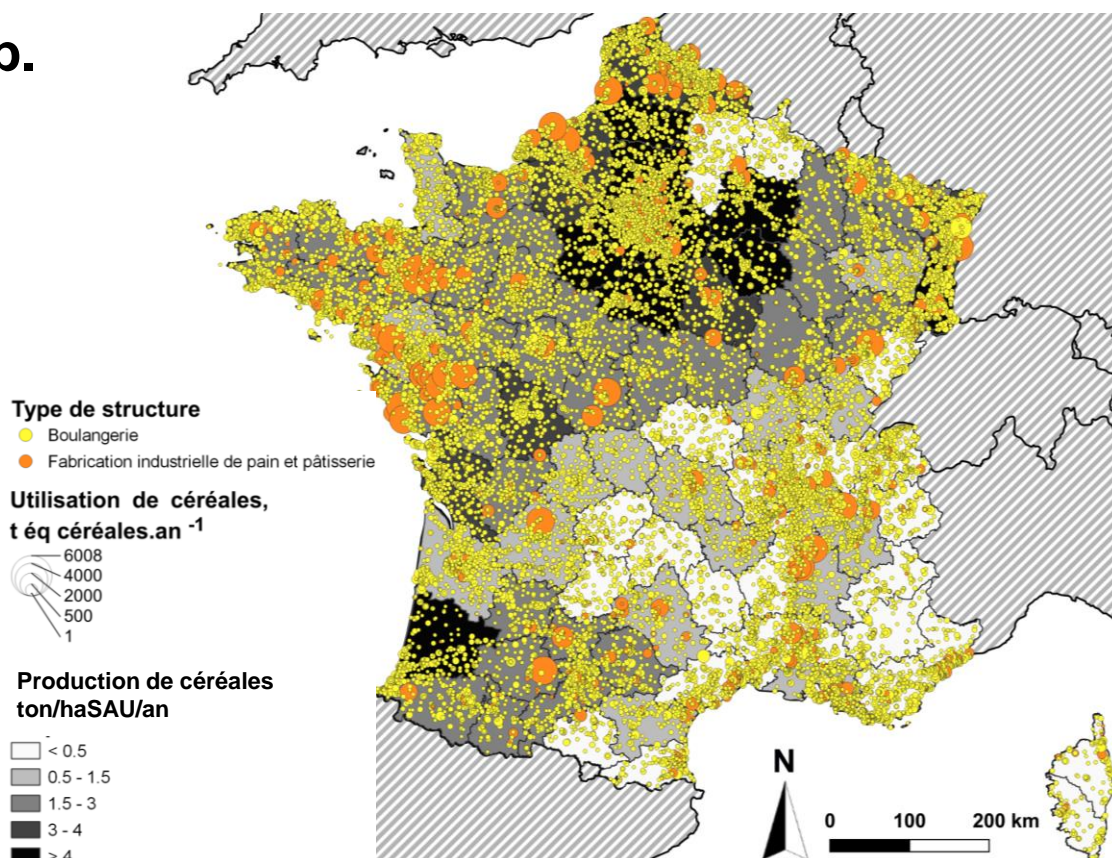
Figure 4. Principales destinations des exportations de céréales françaises en 2019 (*Passion céréales*, 2020).

L'usage à la ferme des céréales, hormis les faibles quantités vendues en circuit court pour l'alimentation humaine, est essentiellement lié à l'élevage. Les principaux débouchés intérieurs des céréales collectées sont la meunerie (pour le blé tendre), la malterie (pour l'orge) et l'amidonnerie (toutes céréales ainsi que les pommes de terre y sont transformées en produits amylacés pour l'industrie). Toutes ces activités industrielles écoulent une part importante de leur production à l'exportation. La fabrication d'aliments pour animaux absorbe également d'importantes quantités de céréales. En tout, 30% de la production céréalière est destinée à la consommation animale nationale. La distillation pour la production de bioéthanol utilisé comme agrocarburant fait également partie des débouchés des céréales.

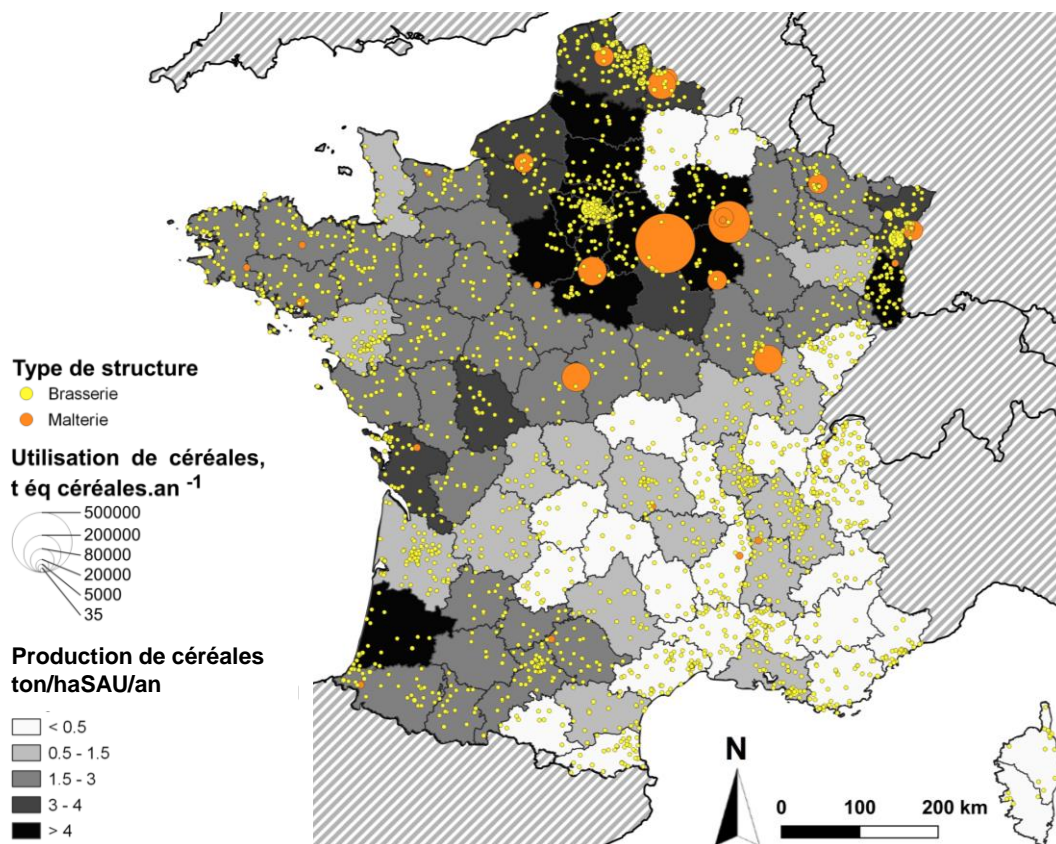
La distribution géographique des activités industrielles primaires de la filière céréales (meunerie, malterie, amidonnerie) (Figure 5a, b, c et d) montre bien leur concentration dans le quart nord-ouest de la France et autour des deux autres grands bassins de production céréalière, de l'Alsace et du Sud-Ouest. En revanche, les activités de boulangerie et de brasserie sont beaucoup plus dispersées dans les territoires.



b.



c.



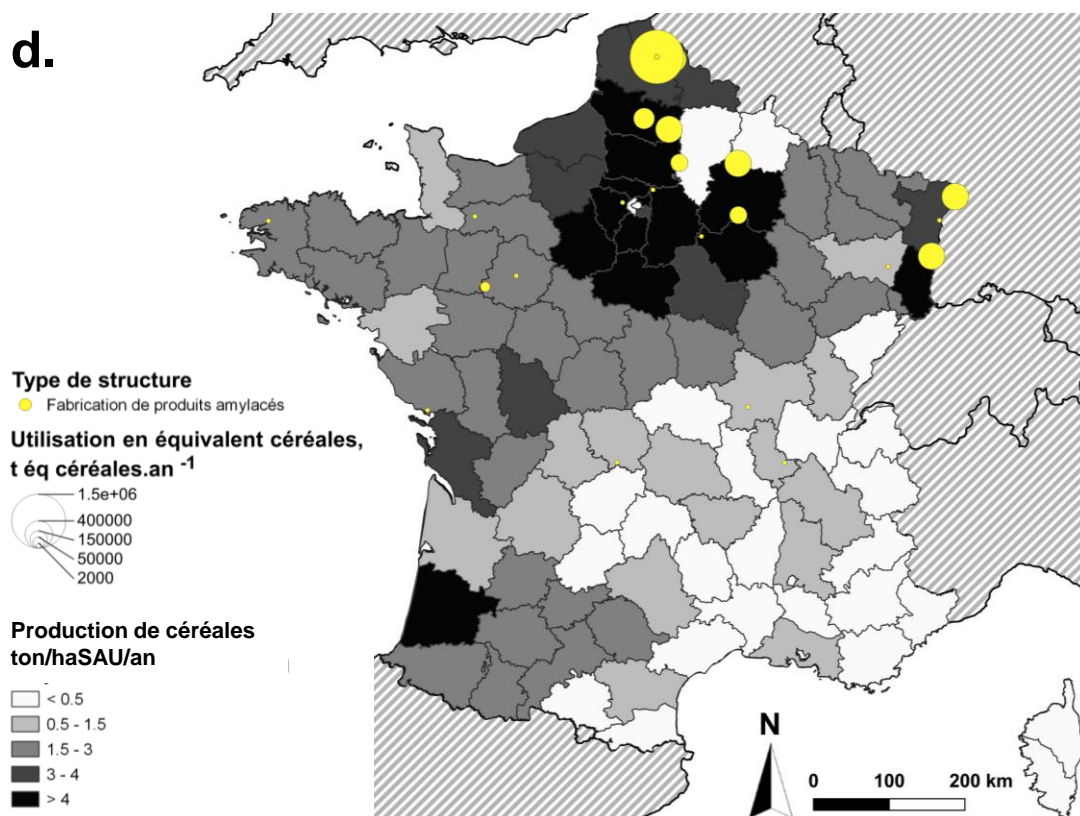


Figure 5. Localisation des principaux établissements de transformation des céréales d'après les données de la base SIRENE en 2020. En fond de carte : intensité de la production de céréales (voir Fig. 1). a. Meunerie et autre travail du grain; b. boulangerie artisanale et industrielle; c. Malterie et brasseries ; d. amidonnerie.

La taille des cercles représente une estimation du flux de céréales traitées par chaque établissement, dérivée des chiffres de l'emploi fournis par le répertoire SIRENE (2020) selon une méthodologie décrite dans le projet Torsades (2021).

La figure 3 montre que l'alimentation humaine nationale ne représente qu'une part minime, inférieure à 8%, de la production céréalière, et même de la production de blé tendre (11%). Il n'en a toutefois pas toujours été ainsi. L'accroissement considérable de la production céréalière française après la Seconde Guerre Mondiale, essentiellement tiré par la production de blé, s'est fait dans un contexte où la consommation humaine, jusque là dominante dans la consommation de blé, décroissait en raison d'un régime alimentaire de plus en plus carné. Ce n'est donc clairement pas en réponse à une demande croissante de l'alimentation humaine nationale que la production céréalière s'est accrue d'un facteur 7 (Figure 6).

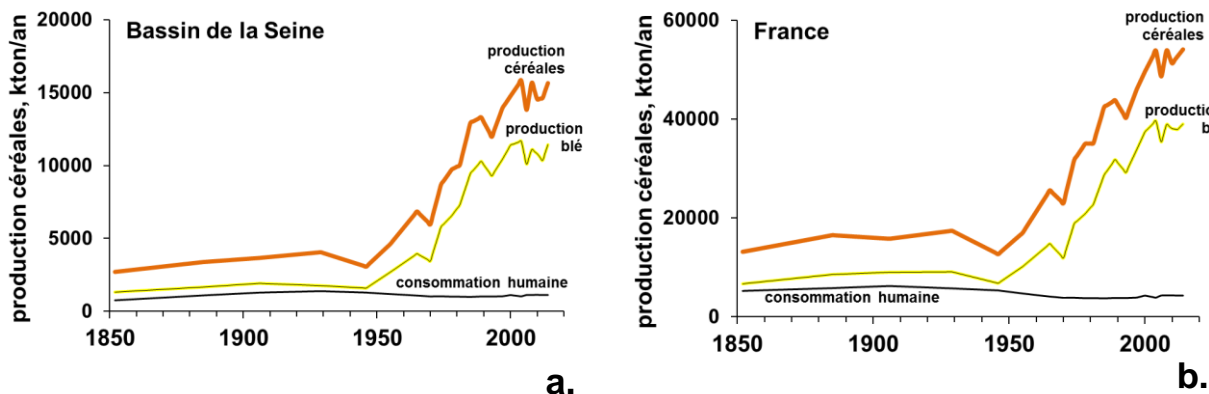


Figure 6. Evolution depuis le milieu du XIX^{ème} siècle de la production céréalière, de la production de blé tendre et de la consommation humaine de céréales dans le bassin de la Seine (a) et en France (b).

L'alimentation animale a d'abord été le moteur principal de cette croissance, suivie par l'exportation, puis enfin par des usages industriels tels que la malterie, l'amidonnerie et la distillation, dont les produits sont eux aussi largement destinés à l'exportation (Figure 7).

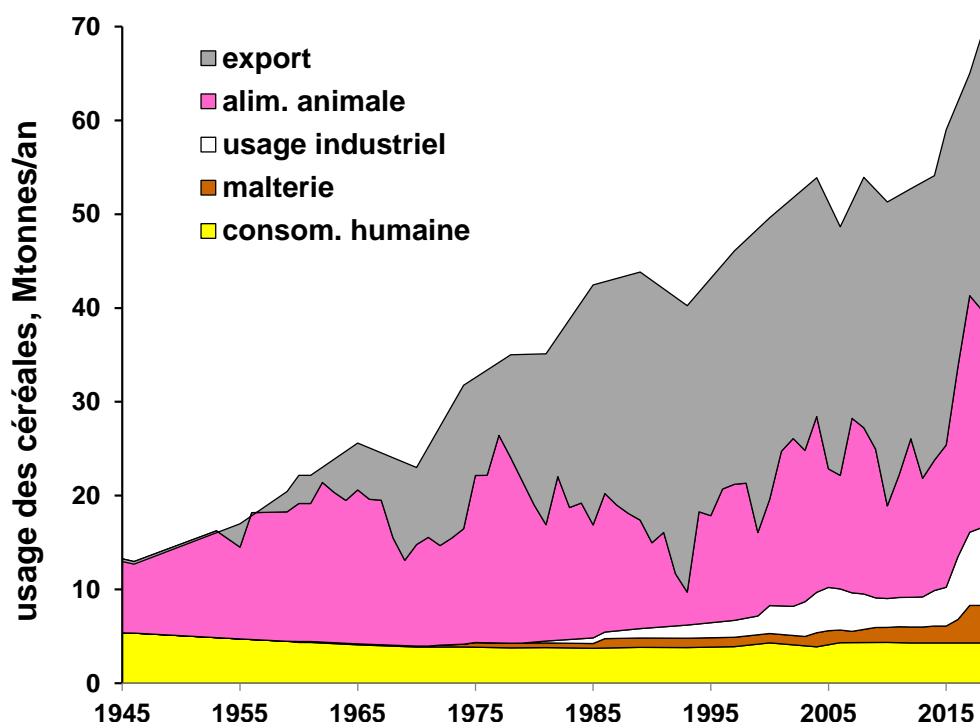


Figure 7. Evolution depuis 1945 de la production céréalière française et de ses utilisations. (synthèse de données diverses : FAO stat pour l'exportation après 1961 et annuaires statistiques avant 1961 ; Le Noë et al, 2018 pour la production et la consommation humaine ; Peronne et al, 2016 et Passion Céréales, 2020 pour les autres usages ; l'alimentation animale est évaluée par différence).

2. Les agents de la filière céréales

2.1. La production agricole

Les céréales sont cultivées en France sur 52% des terres arables (soit 9,4 Mha) par 54% des exploitations agricoles (soit 245 000 exploitations). Il s'agit de la culture phare de la production agricole française, qui concerne la majorité des agriculteurs. Cependant, de nombreuses petites exploitations de polyculture-élevage ne sont pas concernées par l'utilisation hors exploitation de leurs céréales, qui sont essentiellement utilisées pour l'alimentation animale directe (Figure 3).

Plus de 16 700 exploitations cultivent des céréales en agriculture biologique, soit 6,8% des exploitations (Passion Céréales, 2020), et dépendent de filières séparées.

2.2. La collecte, la fourniture des intrants, le conseil, la transformation et le négoce

Plus de 80% de la production céréalière, non consommée à la ferme ou écoulée en circuit court, est collectée par des coopératives ou des entreprises privées du négoce. En 2016, une seule entreprise privée

(Soufflet) et 10 coopératives spécialisées (Axéreal, Vivesca, Terrena, Arial, Océalia, Cap Seine, Artemis, EMC2, Euralis et Uneal/Advitam) se partagent un tiers du marché de la collecte de céréales. La plupart de ces entreprises sont actives à tous les stades de la filière. En amont de la production agricole elle-même, beaucoup d'entre elles sont impliquées dans la production et livraison des semences, dans l'approvisionnement en intrants (engrais et pesticides) et dans le conseil agricole. En aval de la collecte, elles sont directement actives dans le commerce international, mais aussi dans la meunerie, la boulangerie industrielle, la restauration rapide, la malterie, l'amidonnerie, et la fabrication d'aliments pour animaux. Elles encadrent donc totalement la filière céréales, et sont donc en mesure d'« *orienter les agriculteurs vers les productions qui créent le plus de valeur afin de servir les marchés les plus rémunérateurs* » (Vivescia, <https://www.vivescia.com/notre-groupe-cooperatif/strategie>). Les plus grandes disposent de filiales à l'étranger, « *pour continuer de valoriser les productions en captant la croissance là où elle est : à l'international* » (Vivescia, *ibidem*).

3. La gouvernance de la filière céréale et son histoire

3.1. La politique céréalière de l'Etat et les groupes de pression

La question de l'accessibilité des produits céréaliers, qui constituent la base de l'alimentation humaine, au prix le plus bas pour « les classes laborieuses » (ce que réclame historiquement le monde de l'industrie), tout en rémunérant suffisamment les agriculteurs pour pérenniser, voire moderniser leurs exploitations, est une question politique centrale, que l'Etat se doit de prendre en compte pour maintenir la paix sociale. Son action peut se faire à travers la régulation de la production et celle du commerce extérieur et par la redistribution.

A la fin du XIX^{ème} siècle, la politique agricole de la Troisième République était largement protectionniste (lois Jules Méline), laissant la France très légèrement déficitaire en céréales, à l'écart des mouvements de modernisation agricole qui s'amorçaient dans les autres pays européens.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Etat réunit dans un *Comité central du blé et du pain* les acteurs de la production céréalière, de la meunerie et de la boulangerie. Il crée également les Chambres d'Agriculture, organismes consulaires financés par l'Etat, représentant à l'échelle départementale les agents économiques de l'agriculture et chargés d'appliquer dans les territoires la politique de développement agricole et rural de l'Etat.

Dès 1923, un groupe de grands producteurs céréaliers, issus des régions du bassin parisien où s'amorce une spécialisation des exploitations vers la production de céréales délaissant l'élevage, crée l'*Association des producteurs de blé des régions Nord et parisienne* (APBRNP) dont le siège est à Melun (Seine-et-Marne) (Pesche, 2007). Ce groupe corporatiste très dynamique, qui deviendra très vite, sous le nom d'AGPB, une organisation nationale des producteurs de blé, pèse lourdement depuis sa création et encore aujourd'hui sur la trajectoire d'évolution de la filière céréale française. Dès l'origine, son objectif affiché est de réguler le prix du blé à un taux rémunérateur pour les producteurs, en intensifiant la production et en autorisant l'exportation sur le marché international.

Après la crise économique et sociale de 1929, le Front Populaire arrivé au pouvoir en 1936 crée l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB), qui réglemente le marché du blé de façon centralisée. L'achat et la vente du blé, y compris à l'international, deviennent un monopole de l'Etat, qui se fournit auprès des organismes agréés de collecte et de stockage. Cette réforme permet rapidement la stabilisation des prix et relance la création de coopératives agricoles (voir plus loin) traitant directement avec l'Etat.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et de l'intermède pétainiste, et après une grave crise d'approvisionnement en blé à la suite de l'hiver rigoureux de 1946-1947, les Plans Monnet et Marshall entament la réorganisation de l'agriculture sur la base d'une économie de marché dirigée, à l'échelle bientôt européenne avec la Politique Agricole Commune (PAC), prévue par le traité de Rome du 25 mars 1957 et entrée en vigueur le 30 juillet 1962. Le syndicalisme agricole monte alors considérablement en puissance. La CGA (Confédération Générale de l'Agriculture) (équivalent de la CGT) qui visait à intégrer les exploitants,

les coopératives et le Crédit Agricoles dans les structures d'un « *dirigisme étatique démocratique et humain* » est rapidement investie et supplantée par la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) dont les membres sont largement issus de la Corporation Paysanne Vichytiste. Son congrès de 1949 décide explicitement de l'orientation des moyens financiers vers la spécialisation des exploitations agricoles plutôt que vers la polyculture-élevage. La FNSEA, alliée au syndicat des Jeunes agriculteurs (JA), obtient jusqu'à aujourd'hui une majorité écrasante dans la gestion des Chambres d'Agriculture.

L'AGBP devient une organisation technique spécialisée au sein de la FNSEA, mais garde largement son autonomie et son influence politique. La vision que défend l'AGBP depuis l'entre-deux-guerres, celle d'une agriculture entrepreneuriale, spécialisée, exportatrice dans un marché libre et concurrentiel, devient, avec la PAC et le plan Marshall, la politique officielle de l'Etat. Des moyens considérables sont mis au service de cette vision. Les améliorations techniques permettent rapidement un accroissement spectaculaire des rendements céréaliers. De nouveaux débouchés doivent alors être trouvés pour éviter un effondrement des prix. Ceci justifie l'investissement des céréaliers dans la transformation industrielle (malerie, boulangerie, amidonnerie...). L'usage des céréales dans l'alimentation animale est également encouragé.

On peut citer pour conclure ce paragraphe l'analyse que fait Pesche (2007) de l'évolution du syndicalisme agricole sous l'influence de groupes d'influence tels que l'AGBP : « *Pendant les années 1960-1970, la logique dominante de représentation des intérêts agricoles évolue : alors que le syndicalisme agricole était l'émanation d'un groupe social – la paysannerie –, il devient progressivement celle d'un groupe professionnel – les exploitants agricoles, les entrepreneurs –. En passant d'une logique identitaire, basée sur l'appartenance à un groupe et à un terroir, à une autre basée sur la pratique d'un métier, le syndicalisme agricole des années 1960-1970 consacre la forme principale de légitimité sur laquelle les associations spécialisées ont fondé leur développement dès les années 1930, puis après la Libération. En valorisant l'activité professionnelle dans la représentation des intérêts, le syndicalisme agricole isole le traitement des questions agricoles de l'avenir des zones rurales. Cette dissociation s'appuie sur la volonté de voir en l'agriculture une branche économique comme les autres* ».

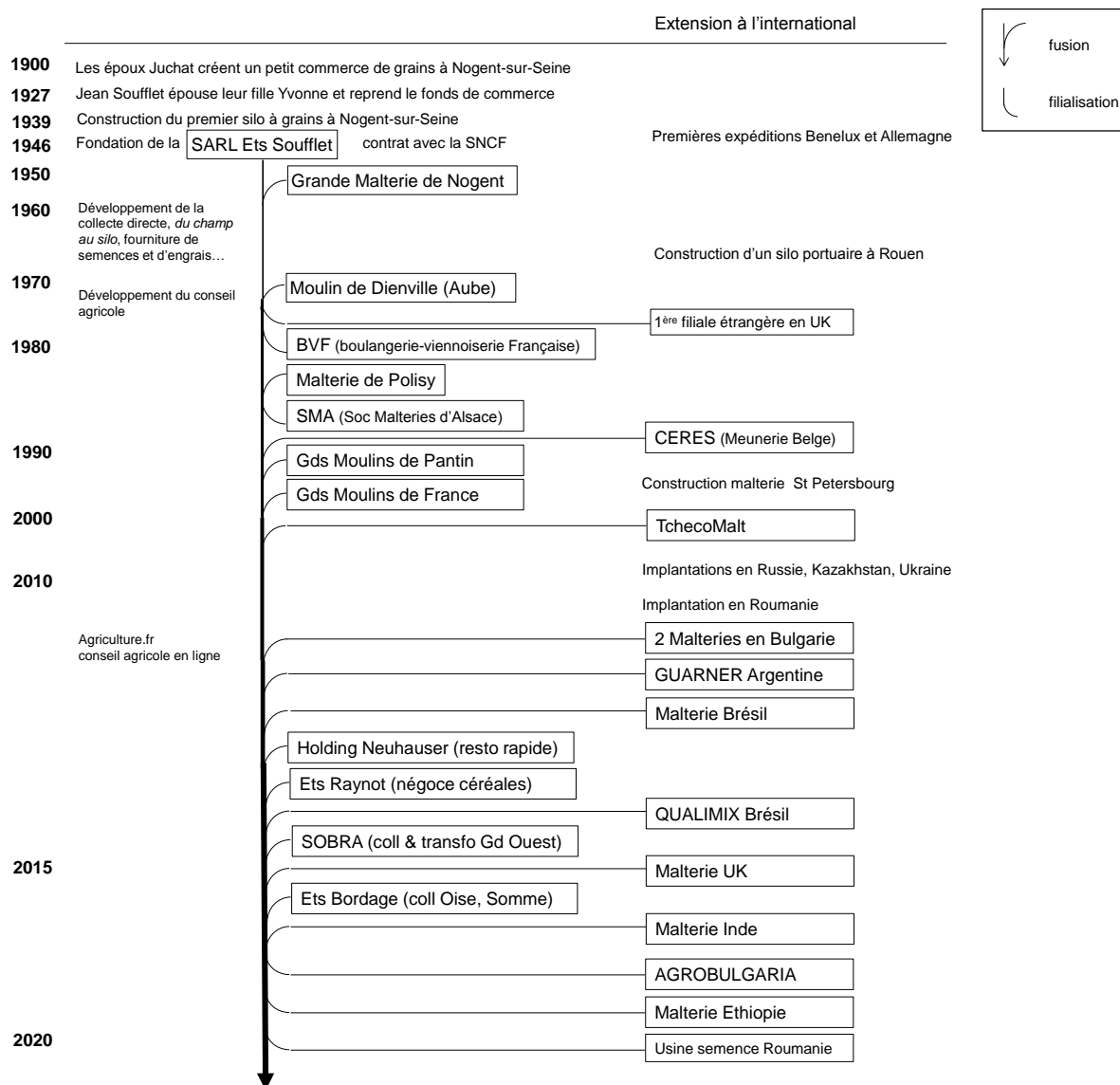
3.2. La réglementation du secteur coopératif agricole

L'évolution des coopératives agricoles montre exactement la même trajectoire d'éloignement des intérêts territoriaux au profit d'intérêts sectoriels.

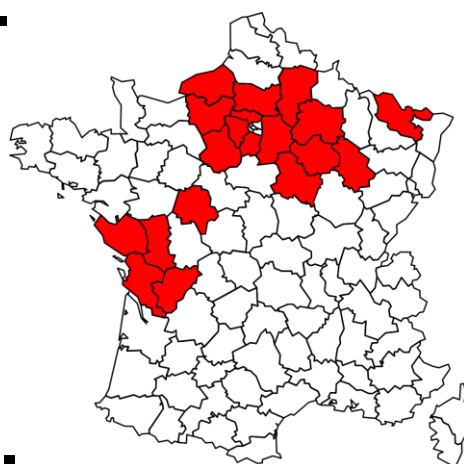
Les coopératives agricoles, dont la création est encouragée par diverses lois depuis 1906, sont d'abord conçues comme un cadre juridique destiné à encourager auprès des agriculteurs la mise en commun de matériel, la mutualisation des débouchés et des fournitures. Elles bénéficient de l'exonération de l'impôt sur les sociétés. Leur gouvernance est assurée par leur Assemblée Générale selon le principe d'« un adhérent, une voix », indépendamment de l'importance de la contribution de chacun. Le fonctionnement technique des coopératives agricoles est à l'origine régi selon le principe d'apport total-collecte totale défini par le Code Rural : chaque adhérent s'engage à livrer l'ensemble de ses productions à la coopérative, qui en retour s'engage à collecter l'ensemble de ses productions. Les bassins de collecte des coopératives étaient définis de manière à éviter les chevauchements géographiques, et en faisaient des organismes très implantés dans les territoires (Peronne et al., 2016). L'Alliance Coopérative Internationale (ICA) met aujourd'hui toujours en avant ses 7 principes cardinaux qui justifient les avantages fiscaux dont bénéficient ces établissements : adhésion volontaire et ouverte, contrôle démocratique exercé par les adhérents, participation économique des membres, autonomie et indépendance, éducation, formation et information, coopération entre les coopératives, engagement envers la collectivité.

Un décret de 1990 a supprimé le principe d'apport total-collecte totale. Une loi de 1991 et 1992 sur le renforcement des fonds propres des sociétés coopératives agricoles et sur le développement de la filialisation a ouvert la porte à la libéralisation complète des activités des coopératives, à leur spécialisation sectorielle, à leur élargissement par fusion, à la création de filiales de droit commercial et à leur internationalisation (Fillippi et al, 2008).

Des entreprises de droit privé ont pu, dès le début du siècle, suivre des trajectoires d'expansion par fusion-acquisition d'autres entreprises et par création de filiales à l'étranger pour devenir des géants économiques ; cela a été le cas du groupe Soufflet, issu d'une petite entreprise familiale de commerce de grain en 1900 (Figure 8). Désormais, les entreprises coopératives, libérées du cadre juridique initial, vont également pouvoir suivre ce chemin de croissance. L'exemple de la trajectoire historique de la coopérative Vivescia, retracée à partir des données fournies par son propre site internet (Figure 9), est très illustratif de la mutation progressive des coopératives agricoles, par fusions et filialisations, qui font des plus grandes d'entre elles des compagnies assez semblables aux grandes compagnies de droit privé actives dans le même secteur.



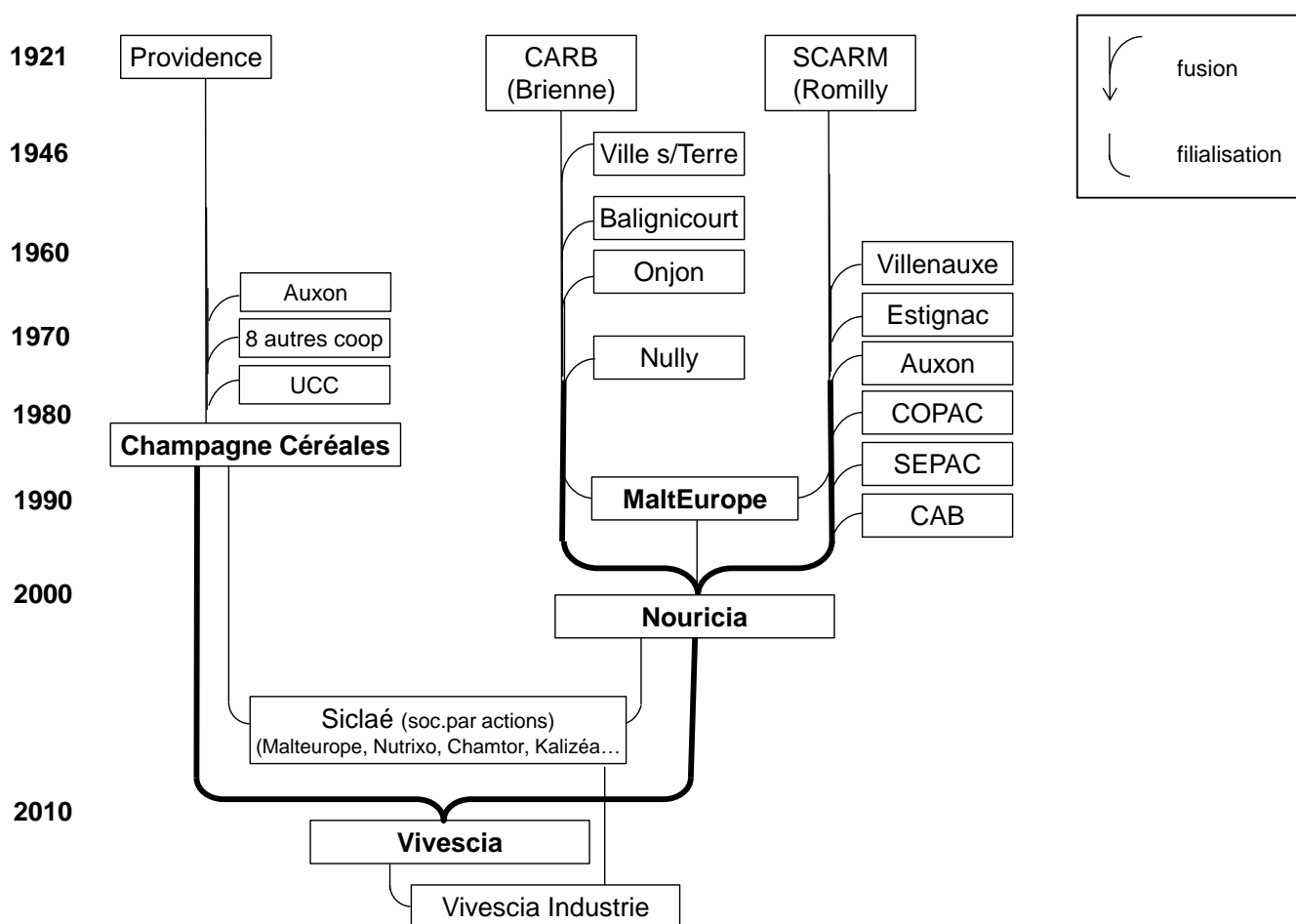
a.



b.



Figure 8. a. Trajectoire historique des fusions-acquisitions et créations de filiales amenant à la configuration actuelle du groupe de droit privé Soufflet. b. zones de collecte des céréales en France, et implantations industrielles à l'étranger du groupe Soufflet. D'après les informations fournies par le site institutionnel de la firme : www.soufflet.com



a.

b.

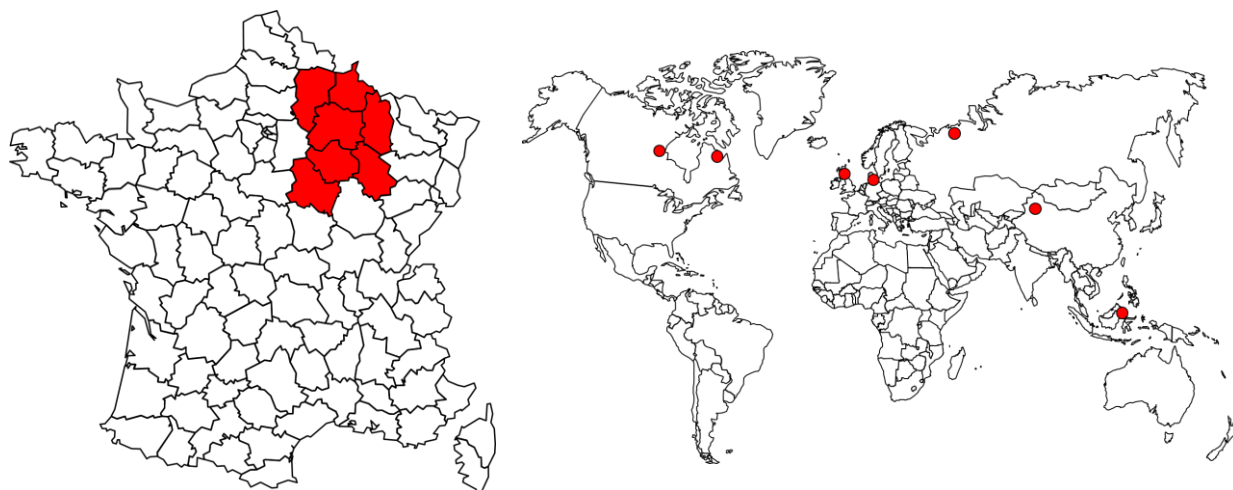


Figure 9. a. Trajectoire historique des fusions-acquisitions et filialisations amenant à la configuration actuelle du groupe coopératif Vivescia. b. zones de collecte des céréales en France, et implantations industrielles à l'étranger du groupe Vivescia. D'après les informations fournies par le site institutionnel de la firme : www.vivescia.com

Dans quelques semaines, sous réserve de l'accord des autorités de surveillance de la concurrence européenne, le groupe privé Soufflet sera racheté par le groupe coopératif InVivo dont il deviendra une filiale (Hollandts & Kirsch (2021) (<https://www.agriculture-strategies.eu/2021/02/invivo-soufflet-naissance-dun-futur-mastodonte-agricole/>)). Soufflet est le plus gros collecteur-négociant-transformateur de céréales en France. InVivo regroupe déjà 192 coopératives soit 30 000 agriculteurs représentant près de la moitié des terres cultivées en France. Les deux plus grosses entités de la filière céréale française deviendront ainsi partie d'un même ensemble industriel, « pesant » ensemble (pour employer le vocabulaire des financiers) 10 M€ de chiffres d'affaires. « *Peut-on encore parler de coopérative quand un groupe atteint un tel niveau de gigantisme ?* » se demandent même certains économistes (Hollandts & Kirsch (2021)).

Conclusion

L'examen de l'organisation de la filière céréale et de ses tendances évolutives à long terme met en lumière un verrouillage socio-technique particulièrement efficace. La croissance de la production céréalière ne se justifie en aucune façon en termes de réponse à des besoins alimentaires nationaux. A l'international, moins de la moitié des exportations de la France, celles à destinations des pays du Maghreb, visent à satisfaire une demande alimentaire humaine, les autres, à destination des pays d'Europe du Nord et de la Chine, sont en grande partie destinées au bétail.

Il a été montré qu'un scénario agro-écologique pour l'Europe, dans lequel la consommation de produits animaux est réduite de moitié, l'élevage reconnecté aux grandes cultures et où sont généralisées les rotations longues et diversifiées intégrant des légumineuses et se passant d'engrais de synthèse, permet de nourrir la population européenne de manière autosuffisante, et d'exporter encore des céréales vers les pays qui en ont besoin pour l'alimentation humaine (Billen et al., 2021).

Si les céréales sont aujourd'hui les cultures les plus lucratives pour les exploitations agricoles spécialisées, on peut légitimement se demander si cette caractéristique ne résulte pas précisément de l'éclatante réussite d'une politique historique de long terme qui visait précisément à ce qu'il en soit ainsi, sans égard pour l'environnement et la cohérence des territoires.

Bibliographie

- Billen G., Aguilera E., Einarsson R., Garnier J., Gingrich S., Grizzetti B., Lassaletta L., Le Noë L., Sanz-Cobena A. (2021); Reshaping the European agro-food system and closing its nitrogen cycle: the potential of combining dietary change, agroecology, and circularity *One Earth* 4: 839-850. <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2021.05.008>
- Courtonne JY, Alapetite J, Longaretti PY, Dupré D, Prados E. (2015). Downscaling material flow analysis: the case of the cereals supply chain in France. <hal-01142357>
- Filippi, M., Frey, O. & Mauget, R. (2008). Les coopératives agricoles face à l'internationalisation et à la mondialisation des marchés. *Revue internationale de l'économie sociale*, (310), 31–51. <https://doi.org/10.7202/1021102ar>
- France AgriMer (2020) <https://www.franceagri.fr/Actualite/Conseils-specialises/Grandes-cultures/2020/Nouvelles-previsions-de-FranceAgriMer-pour-la-campagne-commerciale-cerealiere-2019-20>
- Hollandts X, Kirsch A (2021). InVivo – Soufflet: naissance d'un futur mastodonte agricole. *Agriculture Stratégies*. <https://www.agriculture-strategies.eu/2021/02/invivo-soufflet-naissance-dun-futur-mastodonte-agricole/>
- Le Noë J, Billen G, Esculier F & Garnier J. (2018) Long-term socioecological trajectories of agro-food systems revealed by N and P flows in French regions from 1852 to 2014. *Agr Ecosyst Env*. 265: 132-143. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2017.09.039>
- Perronne R, Hannachi M, Lemarié S, Fugerey-Scarbel, Golringer I (2016). L'évolution de la filière blé tendre en France entre 1989 et 2006. Quelle influence sur la diversité cultivée. Notes et Etudes Socio-économiques, Ministère de l'agriculture et de la pêche, Service de la Statistique et de la prospective. Hal-01478404.
- Pesche, (2007) Les céréaliers dans le syndicalisme agricole en France : Pour une histoire longue des mécanismes de l'influence. In *Le syndicalisme agricole : Histoire, rôle, représentativité et avenir du syndicalisme agricole en France* SFER/IEP Bordeaux, 26 et 27 avril 2007.
- SIRENE (2020) Répertoire des entreprises et des établissements. https://data.opendatasoft.com/explore/dataset/sirene_v3%40public/table/
- Torsades (2021). Territorialisation des Systèmes Agri-Alimentaires Durables. Impacts et modalités, du local au régional.